



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 29 mars 2005

Groupe enseignement général

Grade : LCL
prénom nom : CARPENTERI Rocco
groupe : B4

Fiche de stratégie

OBJET

: Sujet n°5 : l'Europe est-elle condamnée à n'avoir qu'une stratégie de sécurité ou peut-elle avoir une véritable politique de défense ?

-----oOo-----

L'édifice européen se base sur trois piliers dont le deuxième est celui de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). On voit déjà que la sécurité est premièrement commune (pas sécurité européenne) et, surtout, trouve une place dans un domaine partagé avec la politique étrangère. Donc, quel est le sens qui l'Europe donne à sa politique de sécurité et quelle est la place qui occupe la vision européenne de sa défense ? Existe-t-il une stratégie et comment les menaces viennent considérées pour conduire à une réflexion stratégique autonome ? Si l'Europe cherche sa propre politique de sécurité et de défense (PESD), faut-il récrire le rôle de l'OTAN ?

Les questions sont sur les tapis et on cherchera de conduire un rayonnement personnel pour essayer de donner des réponses. D'abord l'Union Européenne (UE) et sa vision stratégique, après les rapports avec les autres acteurs de la scène internationale (surtout l'OTAN) et, enfin, trouver des points de forces ou de faiblesse dans la politique européenne de défense pour déterminer son développement conceptuel.

L'UE représente, aujourd'hui, 450 millions de personnes et elle est une construction qui, pour des raisons historiques, intellectuelles, culturelles, économique, de présence d'états qui jouent un rôle reconnu sur la scène mondiale, est porteuse de valeurs communes de progrès humaine et du développement démocratique. En effet ces types de valeurs dérivent, à mon avis, d'une vision stratégique caractérisée par des facteurs parmi lesquels :

- La disparition d'un **ennemi identifiable** qui a mené à se concentrer sur autres types de menaces ou risques.
- Une recouverte encore plus forte du **modèle démocratique**, déterminé par l'effondrement du régime soviétique et du modèle communiste, comme facteur de

développement de l'homme (il ne faut pas oublier la place très importante qui trouve, au sein de l'Europe, le Conseil de l'Europe et de la Court Européenne des droits de l'homme) aussi dans le domaine économique (on parle de libre change mais aussi de disparition des frontières pour permettre le déplacement des personnes, des capitaux et des moyens. Ici le contexte de mondialisation caractérise les rapports de change).

- Une vision, aussi donné par l'histoire mais aussi par sa position géographique « au milieu du monde », qui mène l'Europe à se donner une place de **garante de la liberté** et du progrès humaine (les déclarations de principes, les rappels à la charte de l'ONU, les institutions surnommées, l'interventions pour assurer la paix etc.).

Tous ces facteurs expliquent comme aujourd'hui, surtout en Europe, le concept de Sécurité et très proche à celui de défense. La vision stratégique européenne détermine, donc, des nouvelles menaces comme le terrorisme, la criminalité organisée et elle se donne des buts de protections de ses propres intérêts qui sont menacés, directement ou indirectement, par des actions comme la prolifération des armes de destruction massive, les conflits régionaux et la « déliquescence des états » où il y a des abus de pouvoir. Voilà une vision dans laquelle la démocratie est un élément de stabilité et il faut réagir, on dit de façon « intégrée », avec une réponse commune, pour permettre la propagation de la bonne gouvernance et assurer, avec ça, la protection de ses propres intérêts.

Il s'agit, évidemment, d'un concept de défense qui découle de celui de sécurité pas seulement parce que les structures de la PESD (militaires comme le Comité Militaire de l'UE ou l'Etat Major de l'UE, mais aussi **civiles** comme le Comité pour la gestion civile des crises), mais pour les implications « politiques » qui déterminent l'emploi des forces : la **gestion des crises** c'est-à-dire les missions de Petersberg. Ça comporte un recouvrement des fonctions de police, qui mènent à la sécurité, et du militaire qui mène, plus proprement, à la fonction de défense.

L'Europe représente 76% des pays de l'OTAN qui lui aussi doit se donner des nouvelles missions à cause de la disparition d'un ennemi clair et facilement identifiable. Dans ce contexte on peut souligner des facteurs qui donnent une vision totale de la problématique :

- Le rôle et la place des **Etats-Unis** qui participent au 26% du budget mais, surtout, qui constituent une hyperpuissance militaire en termes quantitatifs et aussi qualitatifs. Ces capacités donnent aux Etats-Unis la possibilité, malgré par exemple l'invocation, après l'11 septembre, de l'art. 5 du traité sur la considération d'une attaque contre un état comme une attaque contre toutes les parties, les Etats-Unis ont préféré une coalition ad hoc plutôt que la mobilisation de l'alliance dans son ensemble (« ce sont les missions qui font les alliances » disait à tel propos Bush) ;
- Le caractère de l'alliance est **militaire** ; l'engagement des forces militaires est très évidentes et permette d'avoir un concept stratégique orienté à une intervention dans le théâtre d'opérations, à travers une force qui réponde au concept de réaction rapide. Le caractère militaire lui a permis de se doter des nouvelles structures de commandement allégées et d'une force de réaction capable de se projetée rapidement dans les zones de crise. En plus il dispose d'un bataillon de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire et d'un laboratoire d'analyses NBC qui lui donne la nécessaire autonomie dans un domaine très important ;
- Le fait que l'Europe ne peut pas faire à moins de l'OTAN, qui joue un rôle opérationnel « **complémentaire** » souligner par les accords de Berlin Plus qui permettent à l'Europe de faire appel à certains moyens de l'OTAN lorsque ceux-ci sont nécessaires à la réalisation des missions décidées par le Conseil de l'Union. Ces accords ont été mis en œuvre deux fois : pour l'opération Concordia en Macédoine (2003) et depuis le 2 décembre 2004 en Bosnie, où l'UE a relevé la SFOR (opération ALTHEA). Ça signifie que l'Europe a besoin, malgré tout, de l'OTAN. En effet, la constitution d'une cellule civilo-militaire de liaison entre l'Etat Major de l'EU et l'OTAN.

Encore, dans un contexte de rôle international, on discute de la place que pays européenne, comme l'Allemande et autres, doivent avoir au sein du Conseil de Sécurité de l'**ONU** mais on parle jamais de la possibilité d'une place européenne qui donnerait une valeur politique très fort, probablement le temps n'est pas encore mûr, mais suffisante pour comprendre que le débat n'est pas changé autour la présence des états européens plutôt que ensemble.

L'Europe a encore besoin de l'OTAN et, indirectement, des Etats-Unis. En outre les liens entre eux et le britanniques ne joue pas à l'Europe qui se trouve, aujourd'hui, élargie à 25 et doit considérer des alliances entre les états (on parle de coopérations renforcées) qui peuvent miner sa politique commune. Il reste, d'ailleurs, le rôle de poussé joué par des puissances comme la France, la Grande Bretagne et l'Allemande.

Un autre facteur de faiblesse est déterminé par la difficulté de conduire des programmes d'acquisition commune comme, par exemple, le Rafale français et l'eurofighter anglo-germano-italo-espagnol.

Encore, dans un contexte où la technologie a une importance vitale, le rapport de financement de la recherche et du développement entre l'Europe et les Etats-Unis, est de 1 à 5.

La proposition avancée par le ministre allemand des Affaires Etrangères prévue la création d'une Europe fédérale avec un président légitimé démocratiquement par élection directe donnerait une solution au problème de la défense européenne parce que, ainsi, on pourrait parlé d'une politique de défense autonome, et par conséquence de stratégie de défense, qui n'est pas la somme de la politique de défense des états. Cependant, dans le domaine de défense et de sécurité, cette proposition comporterait une perte de souveraineté difficilement acceptable mais, au-delà de cette hypothèse, la **volonté politique** joue le rôle le plus importante.

La vision stratégique européenne et liée à la sécurité et le concept de défense n'est pas très bien identifié car on a donné une collocation, dans celui de la sécurité, qui est encore trop évanescence : il y a le représentant de la PESC, les structures, des documentations officielles mais, pour sortir de l'équivoque, il faudrait trouver une position plus claire, aussi conceptuelle, à la politique étrangère de l'UE qui, à mon avis, doit avoir une place différent par rapport à celle de la Défense et de la Sécurité. Encore ces deux termes, trop souvent approché, peuvent provoquer confusion. Si l'on fait, il faudrait expliquer bien le contexte.

L'élaboration d'une vraie stratégie de défense doit s'appuyer sur le **rôle des militaires**, compatibles mais différent, par rapport à celui de civils aussi dans les opérations de soutien ou imposition de la paix, élaboration doctrinale qui comporte souvent des problèmes interprétatifs.

Mais l'Europe n'est pas condamnée, à mon sens, à ne pas avoir une stratégie de défense parce les patrimoines culturels des cœurs et des intelligences des européens peuvent remplacer le « gap » technologique et méthodologique. Il faut, toutefois, le soutien de la volonté politique dans un parcours qui est, maintenant, encore très long et qui ne voit pas, à court terme, un éloignement de l'OTAN ou une perte de sa influence qui signifie, par transposition, une capacité de remplacer le rôle des Etats-Unis.